

Libéralisation des échanges

Le plaidoyer du professeur Bhagwati contre le protectionnisme dans les pays riches comme dans les pays pauvres («Contre le protectionnisme des pays riches», septembre 2001) serait plus percutant si le modèle de commerce multilatéral libéral qu'il préconise allait plus loin que celui auquel il a explicitement souscrit, et s'il exprimait plus vigoureusement son soutien à des mesures intérieures destinées à parer aux effets parfois néfastes des politiques antiprotectionnistes.

Ce qu'il faut, c'est une initiative plus ambitieuse que le cycle de négociations commerciales multilatérales prévu sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce, même s'il est complété par les divers accords de libre-échange bilatéraux envisagés actuellement. Et cela ne suffira encore pas si l'on y ajoute l'accord de libre-échange de l'Hémisphère occidental que le Président George W. Bush cherche à conclure. Tous les «libre-échangistes» devraient préconiser la libération totale des échanges — dans un délai réaliste — dans le plus grand nombre possible de pays. Aucun pays riche ne peut se permettre de rester longtemps à l'écart. Bien que les pays pauvres ne pourraient pas prendre de tels engagements, leurs exportations vers les pays attachés au libre-échange devraient recevoir le même traitement que les échanges entre ces pays plus avancés. Cependant, les pays pauvres devraient assumer leur part des obligations associées au libre-échange en fonction du développement de leurs capacités économiques.

Des programmes d'ajustement intérieur sont indispensables à la fois pour que les pays soient prêts à passer au libre-échange et pour que les engagements négociés dans ce sens soient viables. Le professeur Bhagwati approuve, en passant, l'adoption par les pays de politiques d'ajustement et de recyclage de la main-d'œuvre pour amortir l'impact d'une augmentation des importations à forte intensité de main-d'œuvre, mais ces propositions méritent une attention plus soutenue.

On peut concevoir qu'en étant prêts à libérer totalement leurs échanges dans un délai réaliste les pays riches puissent inciter les pays en développe-

ment à entreprendre d'abolir leurs propres mesures protectionnistes, ce que le professeur Bhagwati recommande clairement.

Bien que des politiques d'ajustement bien conçues soient vitales pour la viabilité des initiatives de libre-échange même modestes, on ne voit guère ou pas de preuves que ces conditions sont remplies au niveau national, du moins aux États-Unis. L'importance cruciale de ces politiques a été négligée non seulement par les gouvernements, mais aussi par la plupart des libre-échangistes. En bref, on n'a pas accordé l'importance prioritaire qu'elles méritent aux dimensions économiques tant extérieures qu'intérieures d'une campagne bien agencée contre le protectionnisme.

Le professeur Bhagwati déclare qu'«au lieu de discours et de condamnations, nous devons réfléchir à des moyens concrets de produire des résultats». J'espère que mes propositions compléteront les siennes de manière constructive.

David J. Steinberg

Président du U.S. Council for an Open World Economy, 1974-89

La réponse du professeur Bhagwati

Assurément, les suggestions de M. Steinberg complètent utilement les miennes.

L'élimination multilatérale des obstacles frontaliers sur la base de la nation la plus favorisée est un objectif que beaucoup d'entre nous préconisent depuis longtemps non seulement pour sa valeur intrinsèque, mais aussi comme moyen de faire disparaître indirectement les effets pernicioseux, à savoir le détournement des flux d'échanges, des accords commerciaux préférentiels indéracinables qui prolifèrent actuellement. Des préférences rapportées à zéro sont égales à zéro. Le lancement en novembre du nouveau cycle de négociations, à Doha ou ailleurs — voire dans un lieu «virtuel», comme je le suggérais récemment dans le Financial Times —, sera un pas dans cette voie. Mais nul ne s'attend à atteindre l'objectif louable de M. Steinberg dans un avenir prévisible.

Le soutien à l'ajustement et au recyclage est crucial. C'est ce que j'ai vigou-

reusement préconisé dans mes travaux théoriques à la fin des années 70, dans mon livre intitulé Protectionism (MIT Press, 1988) et, récemment encore, en 1998, dans l'article principal de mon livre A Stream of Windows: Unsettling Reflections on Trade, Immigration, and Democracy (MIT Press). Robert Litan, de la Brookings Institution, a apporté de l'eau au moulin récemment avec une proposition ingénieuse de son cru. M. Steinberg est donc en bonne compagnie.

Gestion de l'eau

Dans leur article intitulé «Pour une gestion optimale de l'eau au Moyen-Orient et dans le monde», Franklin M. Fisher et Hossein Askari (septembre 2001) affirment que «La Banque mondiale est l'institution la mieux équipée pour améliorer la situation mondiale de l'eau». Nombre d'organisations travaillent déjà sur le dossier de l'eau dans le monde, notamment le Partenariat mondial pour l'eau, la Commission mondiale de l'eau pour le XXI^e siècle, le Conseil mondial de l'eau et le Forum mondial de l'eau.

Au deuxième Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu en mars 2000 à La Haye et auquel des représentants de la Banque mondiale ont participé, deux documents ont été présentés : une Vision mondiale de l'eau et la Déclaration ministérielle de La Haye sur la sécurité de l'eau au XXI^e siècle, dont Ismail Serageldin, [alors] Vice-Président de la Banque mondiale, était l'un des principaux auteurs.

Ces deux documents ont été contestés, en premier lieu par les délégués d'organisations non gouvernementales (ONG) et de syndicats qui ont déclaré que dix années de conférence sur conférence n'ont guère produit de résultats concrets, voire aucun. Ils ont ajouté dans leur déclaration qu'il faudrait augmenter substantiellement l'assistance multilatérale et bilatérale aux pays en développement sur la base d'objectifs et de calendriers fermement établis, et que tout devrait être en place avant le prochain Sommet de la Terre en 2002.

Un deuxième groupe, les «chefs de file de la gestion de l'eau de la prochaine génération», a exprimé de

sérieuses préoccupations dans un article du numéro de mars 2001 de *Water International*, l'une des principales publications spécialisées dans les questions de gestion de l'eau. Cet article conteste la validité du vigoureux plaidoyer en faveur de la privatisation que présentent ces documents, soulignant que la gestion intégrée des ressources en eau est beaucoup plus complexe que la gestion d'une entreprise privée classique. Il ajoute que les documents ne font pas de distinction entre les conditions de la consommation d'eau dans les zones rurales et dans les zones urbaines en Asie du Sud

et dans bien d'autres régions, et qu'ils ne tiennent pas compte du fait que les consommateurs ruraux de ces régions ont des parcelles de terre minuscules, souvent pas plus de deux hectares, et sont généralement analphabètes.

Ces questions sont semblables à celles que bien des professionnels des ressources en eau (dont je fais partie) posent depuis des années. Si l'on n'arrive pas à assurer une bonne gestion de l'eau au plan mondial et régional, c'est en grande partie parce que la communauté des donateurs — non seulement les bailleurs de fonds, mais aussi ceux qui fournissent de l'assis-

tance technique, comme le Forum mondial de l'eau — est extrêmement fragmentée, personne ne prenant la direction des opérations pour assurer une coopération efficace et la définition des priorités.

Je suis d'accord avec les auteurs pour penser que nous avons maintenant besoin d'une institution — je dirais d'un Institut mondial de l'eau — pour prendre la tête de ces opérations. Je pense aussi comme les auteurs que la Banque mondiale serait la meilleure candidate, car avec son poids financier elle est le mieux placée pour veiller à l'application des conventions. Dans le

INDEX 2001 Volume 38

ARTICLES

A

Masood Ahmed, Timothy Lane et Marianne Schulze-Ghattas, *Recentrer la conditionnalité du FMI*, décembre

S. Ibi Ajayi, *Comment l'Afrique peut bénéficier de la mondialisation*, décembre

R.D. Asante, Paul Robert Masson et Jacqueline Irving, *L'élargissement de l'union monétaire en Afrique de l'Ouest*, mars

B

Geoffrey J. Bannister et Kamau Thugge, *Commerce international et réduction de la pauvreté*, décembre

Nicholas Barr, *La vérité sur la réforme des régimes de retraite*, septembre

John E. Besant-Jones et Bernard Tenenbaum, *Les leçons de la crise de l'énergie en Californie*, septembre

Jagdish Bhagwati, *Contre le protectionnisme des pays riches : Jubilé 2010 et al.*, septembre

Nadezhda Bikalova, *Budget et collectivités territoriales en Russie*, septembre

Bilan du programme d'évaluation du secteur financier, mars

Eduardo Borensztein et R. Gaston Gelos, *Les investisseurs étrangers sur les marchés émergents : un troupeau enclin à la panique?*, décembre

James M. Boughton, *L'affaire de Suez en 1956 a-t-elle été la première crise financière du XXI^e siècle?*, septembre

Harry G. Broadman, *Concurrence et création d'entreprises en Russie*, juin

C

Evangelos A. Calamitsis, *Le nécessaire renforcement des politiques nationales et de l'aide internationale*, décembre

Paul Cashin, Paolo Mauro et Ratna Sahay, *Politiques macroéconomiques et réduction de la pauvreté : quelques observations*, juin

Paul Chabrier, *Stratégie de croissance pour l'Afrique : une approche régionale*, décembre

Anand Chandavarkar, *Un nouveau regard sur Keynes : la trilogie de Robert Skidelsky*, décembre

Le CMFI approuve les efforts de prévention des crises, juin

D

Mohamed Daouas, *L'Afrique face aux défis de la mondialisation*, décembre

Jeffrey Davis, Rolando Ossowski, James Daniel et Steven Barnett, *Les fonds pétroliers : des problèmes sous couvert de solutions?*, décembre

Paula De Masi, Marcello Estevão et Laura Kodres, *Une nouvelle économie?*, juin

Hernando de Soto, *Le mystère du capital*, mars

David Dollar et Aart Kraay, *Échanges, croissance et pauvreté*, septembre

F

Financement extérieur de l'assistance technique du FMI, décembre

Stanley Fischer, *Régimes de taux de change : le bipolarisme est-il justifié?*, juin; *Le rôle du FMI dans la lutte contre la pauvreté*, juin

Franklin M. Fisher et Hossein Askari, *Pour une gestion optimale de l'eau au Moyen-Orient et dans le monde*, septembre

Le FMI révisé à la baisse ses projections de croissance mondiale, décembre

G

Michael B. Gerrard, *Partenariats public-privé*, septembre

G.E. Gondwe, *Pour que la mondialisation réussisse en Afrique*, décembre

Neil Gregory et Stoyan Tenev, *Le financement de l'entreprise privée chinoise*, mars

Reint Gropp et Kristina Kostial, *IDE et recettes de l'impôt sur les sociétés : harmonisation ou concurrence fiscale?*, juin

Le Groupe de la Banque mondiale et le FMI annulent l'Assemblée annuelle, septembre

Sanjeev Gupta, Benedict Clements, Maria Teresa Guin-Siu et Luc Leruth, *Allègement de la dette et dépenses publiques dans les pays pauvres très endettés*, septembre

H

Joel Hellman et Daniel Kaufmann, *La captation de l'État dans les économies en transition : un défi à relever*, septembre

Alvin D.L. Hilaire, *La stabilisation économique dans les Caraïbes*, mars

I

Ashfaq Ishaq, *Le fossé numérique mondial*, septembre

K

Michael P. Keane et Eswar S. Prasad, *La transition en Pologne : inégalités, transferts et croissance*, mars

Christian Keller et Peter S. Heller, *La réforme du secteur social dans les pays en transition*, septembre

Suhas Ketkar et Dilip Ratha, *Titrisation de créances futures : un bon outil pour les pays en développement*, mars

M. Köhler approuve une nouvelle initiative pour le développement économique de l'Afrique, septembre

Horst Köhler préconise une action internationale concertée à la suite des attentats du 11 septembre, décembre

L

Timothy Lane, *Le FMI simplifie et focalise la conditionnalité*, juin

Timothy Lane et Steven Phillips, *Financements du FMI et aléa moral*, juin

Flemming Larsen, *Le dialogue du FMI avec les organisations non gouvernementales*, mars

Danny Leipziger, *Une approche incomplète du combat contre la pauvreté : pourquoi les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont à la traîne?*, mars

passé, la Banque a répugné à se servir de ce levier, mais elle devrait commencer à le faire sur la base des précédents établis par le FMI et l'Organisation mondiale du commerce.

Dans ce contexte, la Banque pourrait mettre à profit son *avantage comparatif* en matière de développement des institutions et d'application des politiques et programmes. Pour mener à bien ses efforts, la Banque aurait besoin de la coopération et de la participation conjointe de l'ONU et, ce qui est au moins aussi important, d'un solide appui financier et politique, en particulier celui des États-Unis.

Les ONG, qui opèrent à la base dans différentes régions, ont œuvré à la création d'associations des utilisateurs d'eau. L'institut devrait établir sans tarder des relations de travail avec les ONG et faire appel à leur coopération pour aider les gouvernements à accélérer la mise en place de ces associations. Une autre fonction importante de l'institut serait d'étudier en continu les possibilités d'importation, par les pays secs, d'eau «virtuelle» sous forme de céréales. Les céréales importées permettraient de remplacer des cultures qui consomment beaucoup d'eau — comme

le riz et la canne à sucre — par des cultures à valeur élevée qui consomment moins d'eau, comme les fruits et les légumes. Les céréales pourraient aussi donner un volant de sécurité le temps d'introduire des méthodes d'irrigation qui économisent l'eau.

Des mesures d'accompagnement devront aussi être prises dans des domaines connexes, notamment l'éducation, en particulier celle des femmes, les réformes agraires et le planning familial.

Phillip Kirpich

Ancien fonctionnaire
de la Banque mondiale
Miami Beach, Floride

Sérgio Pereira Leite, *Les droits de l'homme et le FMI*, décembre

Gabrielle Lipworth et Jens Nystedt, *L'adaptation du secteur privé dans la résolution des crises*, juin

Prakash Loungani et Assaf Razin, *L'investissement direct étranger est-il bénéfique aux pays en développement?*, juin

M

William P. Mako, *La restructuration des entreprises en Asie de l'Est : promouvoir de meilleures pratiques*, mars

Marchés émergents : tendances financières, septembre

Caroline Mascarell, *L'initiative Odessa : modèle de réforme institutionnelle en Europe de l'Est*, septembre

Paul Robert Masson, *Le FMI publie le second volume d'études des politiques*, juin

Ronald McKinnon, *L'économie mondiale peut-elle supporter des réductions d'impôts aux États-Unis? L'étalon dollar revisité*, juin

Deepak Mishra, Ashoka Mody et Antu Panini Murshid, *Flux de capitaux privés et croissance*, juin

Ashoka Mody et Shoko Negishi, *Fusions et acquisitions en Asie de l'Est : tendances et conséquences*, mars

Martin Mühleisen et Hamid Faruqee, *Japon : les finances publiques à l'épreuve du vieillissement de la population*, mars

N

Seyni N'Diaye, *La mondialisation et l'Afrique : le rôle des réformes institutionnelles*, décembre

Nouvelles nominations à la direction du FMI, septembre

Saleh M. Nsouli et Françoise Le Gall, *La mondialisation et l'Afrique : aperçu des grandes questions*, décembre; *La nouvelle architecture financière internationale et l'Afrique*, décembre

P

Guy Pfeffermann, *Lutte contre la pauvreté dans les pays en développement : le rôle de l'entreprise privée*, juin

R

José Ramos Horta et Emilia Pires, *Qu'attendre de la gestion macroéconomique dans un Timor oriental indépendant? Le point de vue de Timorais orientaux*, mars

Rapport sur les marchés de capitaux internationaux, septembre

Scott Roger, *La crise asiatique quatre ans après*, mars

Le rôle du FMI dans la résolution de la crise de la dette, décembre

S

Abdellatif Sadedd, *Comment la Tunisie relève les défis de la mondialisation*, décembre

Robert Sharer, *Commerce, investissement et intégration régionale*, décembre

Paul Streeten, *Intégration, interdépendance et mondialisation*, juin

Arvind Subramanian, *L'île Maurice : étude de cas*, décembre

György Szapáry, *Pays en transition : quel régime de taux de change choisir avant l'adhésion à l'UEM?*, juin

T

Vito Tanzi, *La mondialisation et la termitière des finances publiques*, mars

V

Luis M. Valdívieso et Alejandro López-Mejía, *Timor oriental : stratégie macroéconomique sur la voie de l'indépendance*, mars

Jan van der Vossen, *Normes bancaires : nouvelle proposition du Comité de Bâle*, mars

W

Robert Hunter Wade, *La montée des inégalités de revenu*, décembre

Z

Roberts Zīle et Inna Šteinbuka, *La Lettonie en marche vers l'Union européenne*, juin

CRITIQUES DE LIVRES

Peter Bauer, *From Subsistence to Exchange and Other Essays*, juin

Jagdish Bhagwati, *The Wind of the Hundred Days: How Washington Mismanaged Globalization*, septembre

Kenneth W. Dam, *The Rules of the Global Game: A New Look at U.S. International Economic Policymaking*, décembre

Ruth de Krivoy, *Collapse: The Venezuelan Banking Crisis of '94*, mars

William Easterly, *The Elusive Quest for Growth: Economists' Adventures and Misadventures in the Tropics*, septembre

Michael Edwards, *Future Positive: International Co-operation in the 21st Century*, septembre

Alexandre Lamfalussy, *Financial Crises in Emerging Markets: An Essay on Financial Globalisation and Fragility*, juin

Justin Martin, *Greenspan: The Man Behind Money*, juin

Martin Mayer, *The Fed: The Inside Story of How the World's Most Powerful Financial Institution Drives the Markets*, décembre

Helmut Reisen, *Pensions, Savings and Capital Flows: From Ageing to Emerging Markets*, mars

Andrés Solimano, Eduardo Aninat et Nancy Birdsall (directeurs de publication), *Distributive Justice and Economic Development: The Case of Chile and Developing Countries*, mars

Robert Solomon, *Money on the Move: The Revolution in International Finance Since 1980*, mars

Bob Woodward, *Maestro: Greenspan's Fed and the American Boom*, juin